

RAPPORT SUR LA DISCRIMINATION EN MILIEU DE TRAVAIL OIT

12-16 mai 2003

Sommaire

OIT	1
EL SALVADOR	1
BRÉSIL	1
CUBA	2
PÉROU	2
PANAMA	2
PARAGUAY	2

GENÈVE (EFE) – Une étude sur la discrimination en milieu de travail réalisée par l'Organisation internationale du travail (OIT) portant sur l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique et l'Uruguay met en doute l'opinion répandue selon laquelle l'embauche d'une femme est plus coûteuse que celle d'un homme.

« Le coût supplémentaire de l'emploi d'une femme et des dépenses entraînées par la maternité et les soins aux enfants est très faible », énonce l'étude qui fait partie d'un rapport plus vaste dévoilé à Genève par l'OIT sur les diverses formes de discrimination en milieu de travail.

Seulement 2 %

L'étude précise que les coûts (non salariaux) de la maternité s'élèvent à moins de 2 % des gains mensuels bruts des travailleuses. « Si l'on considère tous les coûts non salariaux, y compris ceux de la formation et de la compensation des accidents du travail qui s'appliquent aussi bien aux hommes qu'aux femmes, on constate que les coûts supplémentaires liés à l'embauche d'une femme sont presque nuls », affirme l'OIT.

Cela s'explique par le fait que le versement des prestations de maternité et des salaires auxquels la mère a droit durant son congé de maternité n'est pas à la charge de l'employeur. Ces dépenses relèvent du Trésor public (Chili) ou de la sécurité sociale (Argentine, Brésil, Mexique et Uruguay). Ainsi, lorsque les prestations sont financées par le système de sécurité sociale, « les contributions de l'employeur ne sont liées ni au nombre ni à l'âge des travailleuses », mais uniquement à l'effectif total des travailleurs des deux sexes.

Selon l'Organisation, cette forme de financement vise à assurer la protection des femmes contre une discrimination éventuelle fondée sur la maternité. Par ailleurs, le rapport de l'OIT fait état des progrès de certains pays latino-américains en matière de revenus des femmes par rapport à ceux que perçoivent les hommes. À cet égard, les améliorations les plus marquantes ont été notées au Paraguay (19 %) et en Colombie (14 %) alors qu'elles ont été respectivement de 5 % et de 1 % au Chili et en Équateur.

Le rapport mentionne que dans les zones urbaines du Brésil, les femmes blanches ont un revenu supérieur à celui des hommes non blancs. Cependant, lorsqu'on prend en compte le niveau d'instruction, la situation change et ce sont les femmes non blanches qui se retrouvent au bas de l'échelle.

Source : OIT.

EL SALVADOR

L'Assemblée législative 2003-2006 prend place

L'Assemblée législative a tenu, lundi, une séance extraordinaire pour marquer le début de la session législative 2003-2006. Contrairement à l'habitude, chacun des partis politiques a, cette fois-ci, fait état de ses objectifs pour la nouvelle législature.

Engagements législatifs. Le président du Parlement a fait état des buts qu'il s'est fixés pour cette législature. Il a déclaré notamment vouloir optimiser l'utilisation de l'institution et améliorer les services destinés aux députés, ainsi que remettre en fonction des édifices détruits et améliorer le réseau informatique; favoriser l'approbation de lois visant l'amélioration du régime de retraite, l'environnement et les questions d'intérêt national; améliorer les relations avec la presse, continuer à mettre de l'avant des projets de loi, permettre la présence des citoyens et des étudiants aux séances plénières, parmi beaucoup d'autres éléments. Après son discours, on a retiré le drapeau national et procédé à la lecture des annonces pour mettre fin à la séance extraordinaire.

Source : Prensa Gráfica.

BRÉSIL

Batlle et Lula se rencontrent à Brasilia

Le président brésilien, Luis Inácio Lula da Silva a assuré, lundi, son homologue uruguayen, Jorge Batlle, que le Brésil était prêt à rechercher des mécanismes financiers pour stimuler le commerce extérieur uruguayen et favoriser un plus grand investissement brésilien au pays.

« Le Brésil est sensible aux difficultés économiques que traverse l'Uruguay et est disposé à lui venir en aide », a déclaré Lula dans un discours prononcé au Palais d'Itamaraty, siège du ministère des Relations extérieures à Brasilia. Sans préciser les montants, il a ajouté qu'à cet appui financier on ajoutera des apports provenant de banques régionales brésiliennes. Dans une déclaration conjointe remise à la presse, on mentionne que l'Uruguay « a signalé qu'il serait essentiel d'obtenir un crédit financier de 50 millions de dollars ».

Pour sa part, Batlle a souligné l'importance pour les pays du Mercosur de travailler au renforcement de ce bloc régional, dont les membres pléniers sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, et les membres associés, la Bolivie et le Chili. Il a fait valoir que les exportations agricoles du Mercosur souffraient de la concurrence des pays qui subventionnent cette activité et des barrières tarifaires imposées dans les pays plus développés.
Source : El País, 2003-05-12.

CUBA

Cuba et le Venezuela signent des ententes de collaboration et des contrats commerciaux

Cuba et le Venezuela ont signé lundi une entente destinée à éviter la double taxation et la fraude fiscale, en plus de huit contrats commerciaux dans le cadre de l'Accord intégral de coopération en vigueur entre les deux pays.

L'accord sur la double taxation s'applique, à Cuba, à l'impôt sur les bénéfices, les revenus personnels et la propriété ou possession de biens et, au Venezuela, aux impôts sur le revenu et les actifs d'entreprises.

Certains des autres documents signés ont trait à la formation de 20 chercheurs vénézuéliens dans le domaine des sciences et des techniques et à l'achat par Caracas de matériel médical cubain pour la détection hâtive de problèmes auditifs chez les enfants. Cuba offrira de l'aide technique pour la construction de 1 400 logements économiques, selon le système de préfabrication, dont on commencera le premier ensemble dans l'État de Nueva Esparta, ainsi qu'aux services technico-culturels du ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports. Prenant la parole, Marta Lomas, ministre des Investissements étrangers et de la Collaboration économique de Cuba, a indiqué qu'avec ces contrats, on mettait fin pour la présente année à l'activité de l'entente de coopération et qu'on commençait le travail visant à inclure de nouvelles activités en 2004.

Source : Granma, 2003-05-12.

PÉROU

On crée une commission de dialogue entre enseignants et gouvernement

Le Syndicat unique des travailleurs de l'éducation du Pérou (SUTEP) a annoncé mardi qu'il évaluera la proposition du gouvernement central d'augmentation des salaires des enseignants mais, entre temps, ceux-ci poursuivront la grève nationale indéfinie. Au terme de la réunion entre les représentants du SUTEP et le ministre de l'Éducation, Gerardo Ayzanoa, on a annoncé la création d'une Commission de traitement direct pour poursuivre l'analyse des demandes.

Les enseignants insistent sur le fait que le traitement des enseignants mis en disponibilité et retraités doit être de 210 nouveaux sols suivant la promesse du président Alejandro Toledo et non pas de 100 sols comme on leur offre présentement.

La plate-forme des demandes du SUTEP inclut en outre, notamment, la question des désignations des professeurs, la promulgation d'une nouvelle loi sur le corps professoral, des commentaires sur la Loi générale de l'Éducation et l'entrée du syndicat au Conseil national de l'éducation.
Source : El Comercio, 2003-05-11.

PANAMA

On conteste l'assemblée qui a choisi Guillermo Endara

Deux contestations ont été présentées hier au Tribunal électoral à l'encontre de l'assemblée du Parti Solidaridad où Guillermo Endara a été choisi candidat présidentiel.

La décision de contester cette assemblée n'a pas pris par surprise les membres du Parti Solidaridad ni le candidat présidentiel. Abraham Martínez, secrétaire exécutif de Solidaridad, a indiqué qu'il s'agissait d'un « canular » monté par les arnulfistes. Dimanche, Endara a dénoncé l'existence d'un plan pour écarter sa candidature; celui-ci était appuyé par l'arnulfisme et le PRD. Endara a prévenu que, lundi, ils contesteraient – de fait, cela s'est produit – l'assemblée de Solidaridad. Selon lui, c'est quelque chose de « très dangereux » parce que ses ennemis politiques veulent enlever au Tribunal électoral le pouvoir de traiter le cas et transférer celui-ci à la Cour suprême de justice, comme ce fut le cas pour le législateur perrediste dissident Carlos Afú. Mais, mardi, le candidat du PRD, Martín Torrijos, a nié, par téléphone depuis Washington, les insinuations d'Endara selon lesquelles son parti serait relié à cette décision.
Source : La Prensa, 2003-05-13.

PARAGUAY

On enquête sur le président paraguayen pour enrichissement illégal

Le ministère public du Paraguay a annoncé qu'il entreprenait une enquête sur les biens du président Luis González Macchi devant les soupçons d'enrichissement illégal possible pendant son mandat. Le procureur des crimes économiques Sergio Alegre a dit à la presse qu'il attendait de recevoir les derniers rapports pour demander à un juge de placer le mandataire et son épouse, Susana Galli, dans un processus judiciaire comme inculpés.

González Macchi, qui remettra le pouvoir le 15 août au président élu Nicanor Duarte Frutos, a été accusé en 2002 d'utiliser comme véhicule officiel une auto volée au Brésil et de détourner à l'étranger de manière irrégulière des fonds appartenant à des banques mises en tutelle. Le Congrès l'a jugé pour mauvais exercice de fonctions, sauf qu'il n'a pas fait l'objet des votes nécessaires pour qu'on le retire de son poste, bien que la majorité l'ait condamné.

Le procureur a dit qu'il désirait également connaître la situation d'autres propriétés du président, comme, notamment, une ferme qui a appartenu à sa famille, qui fut vendue et par la suite récupérée par le mandataire, lequel a amélioré ses installations au cours des dernières années.

Responsable de la publication : Secrétariat exécutif de la COPA - Mexique

Commentaires : copa@congreso.gob.mx ou copa@assnat.qc.ca

Sites web : www.copa.qc.ca et www.congreso.gob.mx/copa

Version française : Secrétariat du Québec de la COPA